

# BURUNDI-TANZANIE : MARIAGE OU DIVORCE ?

suite de la page 1

rimeture de frontières contre ces réofficiellement annoncé la fétifiés.

Signalons que les deux délégations étaient conduites pour le Burundi, par le lieutenant-colonel Boniface Banuma, alors commandant de la 4<sup>ème</sup> région militaire, et pour la Tanzanie par le Ministre-adjoint de la défense, M. Seif Bakari.

Le 12 juin 1995, le gouvernement tanzanien a sorti une déclaration incendiaire affirmant notamment « l'incursion de l'armée burundaise en territoire tanzanien ». Mais, les autorités tanzaniennes susceptibles prioritairement concernées et habilitées à livrer une telle information comme la Police, les services d'immigrations, les militaires tanzaniens en position sur les frontières n'en savaient rien et sont restées étonnées par cette déclaration, y compris le Major Nakara, commandant du camp militaire de Ngara, à 37 Km de la frontière. Il faudrait aussi signaler que la déclaration du 12 juin contenait des propos mensongers du colonel Mwinisa, lors de la réunion de Kabanga du 28 février 1995. Entretiens, l'armée burundaise campe toujours sur sa position : « même s'il n'y a pas de frontière naturelle entre la Tanzanie et le Burundi, notamment entre Rumandari et Rugoma, les militaires burundais n'ont jamais franchi leur frontière ».

Si l'on en croit la Radio France International (RFI), la Tanzanie aurait déployé la semaine dernière sur notre frontière commune, deux autres bataillons supplémentaires en état d'alerte permanent. Cette information est aussi confirmée par la déclaration du Premier Ministre Tanzanien du 15 juin 1995 devant l'Assemblée Nationale de son pays. En effet, l'honorable Cleopa MSUYA estime que son pays « ne tolérera plus les incursions à travers sa frontière par l'armée burundaise

qui a récemment poursuivi les réfugiés burundais qui traversaient en Tanzanie ». Il a aussi ajouté que la sécurité était renforcée à la frontière pour surveiller toute autre action provocatrice par l'armée burundaise.

L'honorable Cleopa Msuyza a aussi affirmé que la présence continue des réfugiés en Tanzanie était une cause sérieuse d'insécurité pour son pays et une cause potentielle de conflit entre les Etats voisins parce qu'elle crée des déséquilibres démographique, écologique, social et économique, difficiles à redresser. C'est ainsi qu'il a soutenu entièrement la création des zones sûres. Il a lancé un appel à tous les peuples épris de paix et à la communauté internationale pour aider à la création de ces zones humanitaires sûres (ZHS) au Burundi et au Rwanda afin d'y installer les réfugiés. Et en Algérie où

le Rwanda!

Avec cette ingérence flagrante dans les affaires intérieures du Burundi et du Rwanda, c'est l'idée dangereuse de la création des « Humilands » et des « Tusilands » qui réapparaît. Sur au moins 723.557 réfugiés recensés par la Tanzanie, la quasi-totalité de « ce lot » est composée par des ultrahutu responsables du génocide burundais d'octobre 1993 et celui du Rwanda en avril 1994. Pre encore, ils ont toujours des armes. Or, dans le règlement du HCR, un réfugié ayant des armes dans le pays d'accueil pour déstabiliser son pays d'origine, est automatiquement rayé de la liste des réfugiés et doit être arrêté, jugé et extradé en cas de besoin.

La Tanzanie devrait au moins les éloigner de la frontière burundaise pour la simple raison que ces agents du Front de libération ont acheté leur matériel tout pour chercher

une confrontation armée entre le Burundi et la Tanzanie. Certaines rumeurs non encore confirmées font état d'une participation active de certains membres du gouvernement burundais pour corrompre les autorités tanzaniennes et entretenir cette « guerre des nerfs » se déroulant sur nos frontières communes. Le blocage du matériel militaire burundais au port de Dar-es-Salaam est un argument de poids pour justifier ces rumeurs. Nyangoma, quand il était encore Ministre, n'a-t-il pas affirmé que la Tanzanie ne croiserait pas les bras suite à la détérioration du climat politico-social au Burundi? Quelle ingérence!

Signalons enfin que pour le moment, les militaires burundais et tanzaniens, ainsi que d'autres fonctionnaires frontaliers sont en bons termes, même si les tanzaniens présentent un tempérament de

type anglais où un seul mot peut signifier deux autres. Le dossier est à suivre régulièrement, les autorités politiques de nos deux pays devraient avoir en tête que la bible nous enseigne « qu'il vaut mieux se marier que de brûler ». Wait and see!

De notre envoyé spécial.

Confiez-nous vos annonces et Publicités

Tous Publicitaires :

1 page : 50.000 Fbu
1/2 page : 30.000 Fbu
1/4 page : 20.000 Fbu
1/8 page : 10.000 Fbu
Prix au numéro :
Burundi : 250 Fbu
Rwanda : 250 FRw
Belgique : 100 FRc
France : 15 FR
Allemagne : 4 DM
USA : 3 \$

PARTI POUR LE REDRESSMENT NATIONAL (PARENA)  
Tél. : 21 34 55  
B.P. 1365  
BULUMBURA

## DECLARATION DU BUREAU EXECUTIF DU PARENA

à propos des mesures d'exception

Ce n'est un secret pour personne que le Burundi vit aujourd'hui une situation de guerre civile larvée qui occasionne de grandes pertes en vies humaines et des destructions d'infrastructures publiques et privées, mais surtout accentue la déchirure du tissu social en fragilisant gravement les sous-basements de la Nation.

Face à pareille crise multidimensionnelle, il est du devoir des institutions nationales de chercher les voies et moyens de sortir le pays de ce chaos meurtrier, mais toute solution exige qu'au départ, il soit procédé à une identification correcte des belligérants et de leurs options.

Pour le Bureau Exécutif du PARENA, il nous semble évident que la crise actuelle découlant de la guerre déclarée au Burundi par le FRODEBU dont la branche militaire appelée FDD ne pourrait rien sans la collaboration de tout un réseau d'autres centres nerveux, obéissant au même FRODEBU, parmi lesquels il faut compter la Documentation, le groupe parlementaire FRODEBU, la quasi totalité des membres de l'administration territoriale de ce parti, les cadres politiques de ce parti etc... Le FRODEBU cherche ni plus ni moins à détruire un ordre pour installer un autre, et s'il s'attaque à l'armée nationale, c'est parce que celle-ci constitue une gêne dans ce processus menant à la révolution sociale hutu" sur le modèle PARMEHUTU du Rwanda. Cette "révolution sociale" passa bien entendu par le génocide des Tutsi commencé en Octobre 1993 avec un succès redoutable et qui se continue sous nos yeux par une action résolue dont le plus récent épisode est le massacre de populations civiles dans les quartiers de Musaga et Cibitoke.

La milice INTAGOHKA, qui s'attaque à l'armée avec l'aide des ex-FAR et milice rwandaise INTERAHAMWE, est comme créée en Novembre 1993 par le Bureau Politique du FRODEBU, sous la présidence de Sylvestre NIBANTUNGANYA, aujourd'hui devenu Président de la République.

La milice INTAGOHKA ou FDD bénéficie des sollicitudes du pouvoir et la récente lettre des cadres de la Documentation, adressée à l'Administrateur Général, qui fait état du détournement de véhicules, d'armes et de matériel sophistiqué de communication au profit de personnes ne travaillant pas pour ce service, est la pour nous rappeler combien les moyens de l'Etat continuent à servir les miliciens du FRODEBU malgré l'existence d'un Gouvernement de coalition issu de la Convention de Gouvernement !

Au lieu de gouverner le pays comme il en a la mission, le FRODEBU cherche à le détruire en massacrant tous ceux qui, Tutsi ou Hutu, n'adhèrent pas à son schéma et mobilise pour ce faire des appuis étrangers. En effet, non content d'utiliser dans cette sale guerre les ex-FAR et milice rwandaise INTERAHAMWE, de réclamer à chaque conférence internationale l'intervention de troupes étrangères au Burundi, voici que le FRODEBU se propose d'installer une partie du territoire national pour en faire une zone de sécurité pour les réfugiés Hutu de Tanzanie, sous administration étrangère ! Ceci ressort clairement du rapport de mission adressé au Président de la République le 22 Juin 1995 par le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, Jean-Marie NGENDAHAYO, où l'on peut lire notamment :

"... Pour ce qui est des réfugiés, le Gouvernement tanzanien a visiblement besoin la aussi d'un coup de main médiateur. C'est pourquoi il précéderait la création Immédiate de Zones de Sécurité à l'intérieur du Burundi et du Rwanda, qui accueilleraient tous les réfugiés se trouvant sur le sol tanzanien dans un délai relativement court. Si le Burundi avait un sens de l'opportunité diplomatique-politique, il sauterait sur cette opportunité...". Et au titre des recommandations, Monsieur Jean-Marie NGENDAHAYO propose au Président de la République "d'accepter le principe de la création d'une zone de sécurité sous réserve d'en examiner toutes les facettes en impliquant tous les partenaires concernés".

On se demande ce qui arriverait si Sylvestre NIBANTUNGANYA profitait des pouvoirs spéciaux pour décider la constitution de cette Zone de Sécurité pour les Hutu sous administration étrangère ?

La question qui se pose pour nous est de savoir si les mesures d'exception annoncées par le Président de la République répondent au problème posé, à savoir la guerre entre le FRODEBU et l'armée nationale, qui vise pour le premier la constitution d'un Burundi "nouveau" débarrassé des Tutsi et des Hutu qui acceptent la cohabitation.

La réponse est clairement négative et plus grave, on est en droit de se demander si un Sylvestre NIBANTUNGANYA fondateur des INTAGOHKA est en mesure de gérer les pouvoirs spéciaux dans l'intérêt de tout le peuple burundais, alors que jusqu'à ce jour, il s'est toujours comporté comme un chef de faction et non comme le père de la Nation !

L'opinion doit refuser de se laisser abuser par la symétrie au mensonge qui met en parallèle les FDD d'un côté et les groupes de "Sans Echecs" et "Sans Délit" de l'autre. Dans un cas, il s'agit d'une véritable milice créée par un parti, lequel lui fournit finances et logistique, et dans l'autre cas, de bandes de délinquants opérant essentiellement pour voler et qui n'ont aucune ambition politique.

Les fameuses mesures d'exception risquent fort de n'être qu'une poudre aux yeux lancée à la population qui se désespère de plus en plus, alors que si le FRODEBU le voulait, il pourrait :

dissoudre les INTAGOHKA

révéler les armes par les méthodes qui se sont révélées efficaces ailleurs, y compris un programme de rachat des armes à leurs détenteurs

prêter sa confiance à l'armée qui cherche désespérément à prouver sa loyauté au pouvoir quand bien-même celui-ci lui donne parfois des ordres suicidaires pour elle ou qui la ridiculisent

# COMMENT CONTRIBUER A LA RESOLUTION DE LA CRISE AU BURUNDI?

S'il faut l'orientation de la communauté internationale pour aider le Burundi à sortir de sa crise, ce ne serait pas dans le sens d'imposer un embargo des armes à destination du monde à l'achat et à l'acheminement de cet équipement et de ces munitions destinés aux bandes armées et terroristes de Nyangoma, de Minami, de Sendegeya et sans oublier cette bête féroce qui porte deux casquettes et qui se refuse d'être père de la Nation (Sebarundi) mais Président des milices regroupées au sein du Front baptisé pour la Défense de la Démocratie (F.D.D.).

Comme il est convenu, dans la fameuse convention de gouvernement, ne faudrait-il pas exiger toute livraison de matériel de guerre destiné au Burundi sur commande revêtu à la fois de la signature du Président de la République et de la primature ? Nous savons que cela n'est pas facile, mais ce qui serait facile pour la communauté internationale est de faire une pression aux pays voisins, tels que la Tanzanie et surtout le Zaïre afin que les forces du mal ne fassent pas tout le temps des replis dans ces pays. Certaines de ces forces du mal reconnues par l'opinion internationale comme errant et extrémistes, ont choisi de passer leurs nuits au Zaïre et en Tanzanie et de rentrer au Burundi

quand les moyens de stabiliser le pays sont réunis.

Imaginez un Ministre, un Directeur d'un service quelconque, un homme d'église qui prend l'option de loger tous les jours en dehors de son pays. Peut-on dire que ces gens s'investissent à faire venir la paix dans leur pays ? Ne pensez-vous pas plutôt qu'ils passent leur temps à l'encadrement des bandes armées comme d'ailleurs l'a si bien dit Ntibantunganya dans sa conférence de presse du 19 février 1995.

Bloquer les extrémistes en les empêchant de prendre l'avion sur les nombreuses lignes internationales serait une autre bonne façon de freiner les guerres larvées dans de nombreux pays de l'Afrique.

Pour le Burundi il est temps d'exiger la cosignature des officielles par le Chef de l'Etat et par la primature, et de rendre obligatoires les deux signatures à tous les documents de voyage de ces hommes et femmes politiques qui sillonnent le monde à la seule solde d'un parti politicien. Ni le Président de l'Assemblée nationale ni quiconque d'autre ne serait autorisé à délivrer un ordre de mission qui ne soit approuvé conjointement par la Présidence et la République et par la primature.

Cette balise supplémentaire si elle n'était pas dans la convention actuelle devrait y entrer et faire l'objet d'une large diffusion auprès des pays amis où les accords de navigation ont été conclus sans oublier d'aviser la communauté internationale qui voudrait aider le Burundi à sortir de ses crises.

Autrement, comment empêcher la gabegie et la continuation de la guerre au Burundi si ces dignitaires du Frodebu-Palirubutu sortent presque tous ensembles pour exiger à la fois les sanctions économiques et l'invasion de leur mère-patrie par des forces étrangères. Si au cours des mêmes périodes, un Ministre se rend aux Etats-Unis (Washington) et qu'un autre Ministre Ntahobama Melchior visite

toutes les capitales du monde, pendant qu'un certain renégat de l'Uprona Sibomana Adrien accompagné de Nephthalie, Thomas Bakuru et Niburo entrent à la chambre des représentants à Bruxelles. Tandis que Minani Jean, Président du Frodebu et Niburo et Schadrack du PP font la navette dans les capitales européennes. Alors que un Budigiyé Corneille le représentant du Parlementaire du Frodebu fait la même navette dans les Capitales Africaines.

Croit-on que cette opération

menée contre leur pays soit payante ? Le pays est donc en panne à cause de ces irresponsables membres du Frodebu qui, au lieu de garder la calme et de chercher une solution politique locale négociée, veulent recourir à l'assistance étrangère tout en oubliant que personne ne pourra résoudre nos problèmes à notre place.

Oublier que les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets, c'est avoir une vue courte en voulant ignorer le problème Rwandais qui aurait pu trouver une solution négociée dans les accords d'Arusha.

Quand les hutus du Frodebu s'abstiennent de reconnaître le droit à la vie des minorités et ignorent que la victoire ne dépend pas uniquement du nombre, ils font leur concéder le brevêt de la

mediocrité. Que leur manquent-ils en effet pour vivre heureux après avoir eu les leurs mains, telle que la présidence de la République, de l'Assemblée nationale, 60 des postes ministériels, à l'administration provinciale et communale ? Faudrait-il les laisser devenir plus gourmands et exiger la totalité de ces postes précités ?

Aussi, ne faudrait-il pas que la communauté internationale s'elle peut se voir à quelque chose d'utile qu'elle puisse convaincre les membres du Frodebu, d'être moins boulimique et d'apprendre à être convenablement ce que la fameuse convention de gouvernement leur accorde. Au cas où eux mêmes veulent violer la convention ils ont déjà violé à maintes reprises la Constitution, que peut faire le peuple Burundais ?

B.A.C.

## Déclaration du Bureau Exécutif du PARENA

suite de la page 2

démanteler les bandes armées "Sans-Echecs", "Sans-Dételles" ou autres, donner des terres aux rescapés du génocide pour qu'ils quittent leurs camps-mouroirs

Juger les génocidaires et tous les autres criminels négocier enfin avec d'autres forces politiques du pays un retour à la normale et un nouveau pacte de conciliation pacifique des ethnies, ce qui favoriserait aussi le retour des réfugiés et la baisse de la tension à nos frontières.

Le Bureau Exécutif du PARENA fait remarquer au passage que contrairement à ce que laisse croire le Président de la République par son message, la cohérence de la classe politique ne se décrète pas et que le meilleur moyen de la favoriser n'est pas de transformer le PARENA en bouc-émissaire, à qui il faut faire porter le chapeau pour justifier les erreurs et les échecs du pouvoir.

Le PARENA réaffirme son engagement à oeuvrer, de concert avec tous les patriotes, pour le retour de la paix, de la sérénité et de la concorde nationale au Burundi.

Fait à Bujumbura, le 25/06/1995

Pour le Bureau Exécutif du PARENA  
Le Président

Jean-Baptiste BAGAZA  
MURUKI  
PARENA